

## Journal de 23 heures

Edgard Pisani : « On peut se demander si en définitive ce ne sont pas les extrémistes hutu qui ont abattu l'avion dans lequel était le Président, plutôt que les Tutsi »

Richard Tripault, Morad Aït-Habbouche, Mémona Hintermann

France 3, 10 avril 1994

**Michel Roussin : « Il faut rendre hommage aux unités françaises qui sont engagées dans Kigali et qui ont vraiment fait le maximum pour protéger des vies humaines »**

[Richard Tripault :] [...] La situation au Rwanda ne cesse – elle aussi – de s'aggraver. Selon la Croix-Rouge internationale, des combats à l'arme lourde se dérouleraient actuellement à la périphérie de Kigali, la capitale. Une capitale que les étrangers ont fui toute la journée. Les premiers Français sont attendus ce soir à Paris. Le point, Morad Aït-Abbouche.

[Morad Aït-Abbouche :] Ces hommes et ces femmes, américains pour la plupart, ont réussi à fuir les combats [un bandeau blanc : "aujourd'hui Rwanda" et une incrustation "Nairobi (Kenya), aujourd'hui" s'affichent à l'écran]. Ils sont arrivés cet après-midi à Nairobi à bord d'un Hercules C-130 de l'US Air Force [on voit des familles américaines sur le tarmac de l'aéroport].

À quelques mètres d'eux sur le même tarmac, les soldats belges. Ils ont dû attendre plus de trois heures l'autorisation d'atterrir à Kigali, la capitale du Rwanda [on voit des soldats belges au béret rouge en train de discuter].

Les militaires français, eux, n'ont pas eu de contretemps. Toute la journée, ils ont multiplié les opérations d'évacuation. En début de soirée, 525 des quelque 600 Français avaient pu quitter Kigali. Derrière eux, ils laissent

un pays à feu et à sang [diffusion d'images d'archives montrant des soldats français en action].

[”Par téléphone de Kigali, Père Pierre Jault” : ”Des morts ? Mais j'en ai vu plein la route en venant ce matin ! J'ai vu les maisons brûler, j'ai..., j'ai..., j'ai même entendu les gens crier, appeler au secours ! Y en avait à côté de chez nous : des filles que je connaissais bien. Des enfants m'ont dit : 'Père, elles sont en train de dormir sur la route'. Vous voyez ce qu'on dit ? Ça ne s'arrête plus. C'est..., c'est. Ils sont, je vous dis, ils sont ivres de sang. Les gens qui étaient réfugiés dans l'église, on les a fait sortir de l'église, on les a tués. Maintenant, nous, on est passé devant leurs cadavres ! On les a tués. Ces gens s'accrochaient au Père, disaient au Père : 'Vous nous avez trahi. Vous avez dit que vous nous protégez'. Qu'est-ce que vous voulez qu'on fasse ?. Leurs propres frères, le..., la même langue, la... Enfin [inaudible], qu'est-ce que c'est que ça ?” [diffusion d'une carte de l'Afrique puis de la région des Grands lacs localisant le Rwanda et le Burundi].]

En 48 heures de combats, selon la Croix-Rouge internationale, il y aurait déjà des milliers de morts dans la capitale et des centaines de cadavres dans d'autres villes où les Hutu et les Tutsi se sont massacrés [diffusion d'images d'archives de février 1994 montrant notamment des cadavres entassés dans une morgue].

[Richard Tripault :] Le Rwanda où vivent environ 7 millions de personnes est un petit pays du centre de l'Afrique. Il est le théâtre de rivalités entre deux ethnies – les Tutsi et les Hutu – et depuis très longtemps, la lutte pour le pouvoir s'est faite à coups de massacres. Mémona Hintermann.

[Mémona Hintermann :] On l'appelle le pays des mille collines [un bandeau ”Dimanche soir, Rwanda le chaos” s'affiche à l'écran]. Depuis trois jours, le Rwanda est redevenu le pays des carnages. D'un côté l'armée régulière et la terrible garde présidentielle dominée par l'ethnie hutu [diffusion d'images d'archives de militaires des FAR à l'entraînement]. Depuis mercredi [6 avril], ils vengent leur Président tué dans un attentat [gros plan sur un soldat des FAR].

Leur ennemi : ces troupes rebelles, ici dans leur fief du nord [une incrustation ”Mulindi (Nord du Rwanda), hier [9 avril]” s'affiche à l'écran]. Quelque 20 000 hommes. Ils appartiennent essentiellement à l'ethnie minoritaire tutsi. Ils sont regroupés dans le Front patriotique du Rwanda [diffusion d'images de soldats du FPR].

[Jean-Pierre Chrétien, ”directeur de recherches CNRS” :”Y a toute une nouvelle génération des..., des fils des réfugiés tutsi des années 60 venus d'Ou-

ganda mais aussi venus de toute sorte de pays voisins, du Zaïre, du Burundi. Beaucoup de jeunes gens qui sont partis au front, et effectivement ils sont très nombreux. Et, d'autre part, il n'y a pas que des Tutsi parmi eux, faut pas l'oublier : y a aussi des Hutu, euh, dissidents. Euh, le Président même du Front patriotique rwandais est un ancien..., un militaire, euh, rwandais hutu".]

Pour comprendre les dernières convulsions, il faut remonter au mois d'août [1993]. En août, en Tanzanie, les rebelles ont conclu des accords avec le Président Habyarimana, un général à la poigne de fer tué mercredi [6 avril]. Ces accords mettaient fin à trois ans de guerre civile. Ils promettaient un partage du pouvoir avec les Tutsi, de nouvelles institutions, des élections libres l'an prochain [1995]. Depuis, rien [diffusion d'images d'archives du Président Habyarimana].

[Jean-Pierre Chrétien : "Et au fond à Kigali, y avait deux..., deux formations politiques importantes si on peut résumer : la formation proche du Président, militaires et civils, euh, qui étaient hostiles à ces accords. Et d'autre part des opposants favorables. Or les victimes des massacres des derniers jours sont essentiellement tout ce mouvement d'opposants, tous ces intellectuels, tous ces responsables de ligues des droits de l'Homme. Et, euh, les... assassins si j'ose dire [sourire] sont les gens de la garde présidentielle et sont des gens de la Coalition pour la défense de la République qui sont des proches de l'ancien Président".]

Cette fois, plus déterminés que jamais, les rebelles rwandais jurent de marcher sur Kigali la capitale. Ce soir, ils ne seraient pas loin des faubourgs de la ville [diffusion d'images de soldats du FPR à Mulindi]. Ils accusent les Occidentaux d'avoir aidé le Président défunt, de ne pas avoir fait suffisamment pression sur lui pour qu'il respecte les accords du mois d'août [1993].

Pourtant, la semaine dernière, les Nations unies avaient renouvelé à contre-cœur le mandat des 2 500 Casques bleus déployés dans le pays [diffusion d'images d'archives montrant notamment des blindés de l'ONU situés en contrebas du CND]. Des Casques bleus qui devaient justement faire respecter un cessez-le-feu entre les rebelles et les troupes régulières.

L'opposition armée se fait menaçante : elle met la France en garde contre toute intervention qui tenterait de sauver le pouvoir actuel à Kigali.

**[Richard Tripault interviewe à présent Michel Roussin et Edgard Pisani, tous deux en duplex.]**

**Richard Tripault :** Michel Roussin, bonsoir [un bandeau "Rwanda le chaos" s'affiche à l'écran].

**Michel Roussin** : Bonsoir.

**Richard Tripault** : Avant d'évoquer la situation au Rwanda, un mot de commentaire sur l'intervention de l'OTAN à Gorazde dont on a parlé tout à l'heure en début de ce journal.

**Michel Roussin, "ministre de la coopération"** : Ah moi je suis immergé, euh, dans les affaires du Rwanda depuis trois jours. Mais, euh, c'est vrai que... cette opération des forces, euh, de l'OTAN, euh, eh bien, c'est..., c'est satisfaisant. Je crois que, là, l'OTAN assume vraiment sa mission. La remarque que je peux faire, c'est que, finalement, les conflits interethniques ça n'existe pas qu'en Afrique.

**Richard Tripault** : Alors venons-en maintenant au Rwanda. La France a commencé à évacuer ses reto..., ses ressortissants. Sont-ils tous ce soir à l'abri ? Et que va faire maintenant l'armée française sur place ?

**Michel Roussin** : Oui effectivement ce soir, euh..., au moment où nous parlons, un..., un Transall vient d'atterrir à Bangui avec, euh, 97 enfants. Euh..., un second Transall va, euh, rejoindre Bangui un peu plus tard, euh, dans la soirée. Il ne restera donc plus que 70 de nos compatriotes, protégés par les militaires franç..., qui..., les Français qui sont sur place. Euh, 70 Français qui partiront dès demain matin [11 avril] pour Bangui. Je crois que le dispositif qui a été mis en place a tout à fait, euh, bien fonctionné. Et, euh, je crois qu'il faut qu'on rende hommage d'une part à nos compatriotes parce qu'ils ont fait preuve d'un sang froid extraordinaire, qu'ils ont été particulièrement courageux, qu'ils ont vécu trois journées épouvantables. Et aussi à nos forces parce que les unités qui ont été engagées – aussi bien les équipages de l'armée de l'air que les parachutistes qui sont dans la capitale – ont vraiment fait le maximum pour protéger des vies humaines.

**Richard Tripault** : Alors, justement, ces... militaires vont-ils rester sur place ou vont-ils partir, eux ?

**Michel Roussin** : Comme l'a précisé, euh..., François Léotard, cette mission est une mission, comme l'a demandé le Premier ministre..., de protection et d'évacuation pour nos compatriotes. Donc, dès que les derniers Français auront été évacués de Kigali, eh bien, euh..., notre dispositif se repliera sur, euh, ses bases : Bangui et ensuite, euh, la métropole.

**Richard Tripault** : Edgard Pisani, bonsoir.

**Edgar Pisani** : Bonsoir.

**Richard Tripault** : Vous êtes, vous, un observateur aussi très attentif de l'Afrique. Euh, pouvait-on à vos yeux prévoir cette explosion de violence ?

**Edgard Pisani** : La première remarque que je ferais... consistera à dire

que la communauté internationale ferait bien d'intervenir à temps, dans les débats de ce type. La Yougoslavie, Gorazde, Sarajevo le démontrent [une incrustation "Tours, en duplex" s'affiche à l'écran]. On ne gagne rien à laisser traîner les choses. Concernant le Rwanda, il est clair qu'avec le Burundi ils constituent de petits États à très haute densité de population et... où deux ethnies sont mêlées les unes aux autres, ou l'une à l'autre, avec de très vieilles querelles. Les Tutsi ayant dominé pendant longtemps, les Hutu plus nombreux ayant pris, euh..., par le jeu normal des choses, euh, la..., la main sur le gouvernement au cours des années récentes [on voit Michel Roussin acquiescer à ses propos]. Mais je crois qu'il serait vain de ramener le débat actuel à la seule confrontation entre les Tutsi et les Hutu. Il me semble que il faut partir, euh, de l'évolution qui a été engagée par la négociation et qui a abouti à l'accord d'Arusha – que la France a favorisé – et au gré duquel un régime, euh, bipartisan, en quelque sorte, se mettrait en place sous la direction du Président Habyarimana. Le Président Habyarimana n'a pas respecté l'accord d'Ar..., d'Arusha. Pourquoi ? Parce que dans son entourage même – hutu –, des extrémistes refusaient qu'il ne l'appliquât. Et on peut se demander si en définitive ce ne sont pas eux qui ont abattu l'avion dans lequel était le Président, plutôt que les Tutsi [on voit Michel Roussin trépigner sur son fauteuil]. Il y a donc, euh, en même temps un conflit interethnique et un conflit à l'intérieur des Hutu pour savoir qui finalement l'emportera, de ceux qui veulent, euh, maintenir une situation bloquée comme elle l'est depuis maintenant plusieurs lustres ou au contraire évoluer vers un système démocratique plus ouvert [Michel Roussin semble vouloir prendre la parole].

**Richard Tripault :** Alors, depuis longtemps mais..., on savait que le Président rwandais, euh, qui a été tué il y a trois jours dans cet accident d'avion, était un dictateur. On savait qu'il y avait des massacres dans son pays. La France ne pouvait-elle pas dénoncer cette situation ? Michel Roussin.

**Michel Roussin :** La France a fait, comme le signalait à l'instant Edgard Pisani, ce qu'elle a pu. C'est grâce à la France que l'on a essayé, à Arusha – en août [1993] dernier ! – de faire en sorte que ces gens, euh, représentant des ethnies différentes et des partis différents, puissent enfin se parler et mettre au point ensemble, parrainés par la communauté africaine, un processus de paix et enfin un processus démocratique. Vous voyez que, en dépit de notre, euh, bonne volonté, en dépit de l'ONU sur place avec plus de 2 500 Casques bleus, on n'a pas pu éviter ce massacre. Donc c'est vrai, comme le dit Edgard Pisani, que la communauté internationale a une responsabilité. Et une fois que nous nous serons occupés les uns et les autres de nos compatriotes,

que nous aurons pu évacuer, euh, les Européens qui sont sur place, eh bien, si enfin des hommes de bonne volonté arrivent à signer un cessez-le-feu, si enfin un processus de paix peut redémarrer, eh bien, la France, et je l'espère aussi la communauté internationale, pourront répondre présent et seront à la disposition des uns et des autres pour favoriser ce processus [Edgard Pisani fait un mouvement de la tête qui semble signifier qu'il n'est pas tout à fait d'accord avec ce qui vient d'être dit].

**Richard Tripault :** Edgard Pisani, est..., ce ne sont pas toutes ces frontières, euh, qui ont été..., qui découlent de la décolonisation qui seraient à revoir, dans cette région en tous cas ? Dans d'autres si...

**Edgard Pisani :** Non ! Je..., je..., je crois qu'il faut prendre en compte le fait, dans cette région, que Rwanda et Burundi qui ont eux-mêmes des problèmes ont..., sont à proximité du Zaïre qui est l'empire du désordre. Euh, qu'au nord de..., du Rwanda, il y a le..., l'Ouganda qui a été, il y a peu de temps encore, un lieu de confrontation. Euh, quant aux deux pays eux-mêmes, ils étaient assez bien définis par de vieux royaumes. Mais il faut considérer que se mêlent au problème ethnique et au problème politique que je disais, des problèmes économiques et sociaux. Le Rwanda est peut-être le pays du monde à la plus haute densité démographique. Il..., euh, cette densité dépasse 300 au kilomètre carré. Avec, euh, très peu d'urbanisation. C'est-à-dire que ce pays aux mille collines, comme il s'appelle, est peuplé de petites fermes situées chacune sur un lopin de terre. Et il n'y a pas d'organisation sociale. Y a une espèce de..., de..., de peuplement, des..., traditionnel assez peu organisé. De tout cela naissent des conditions de mécontentement, de..., d'insatisfaction, euh, qui aboutissent inéluctablement à alimenter les conflits lorsque par ailleurs ils s'allument.

**Michel Roussin :** Et pourtant, Dieu sait si la communauté internationale et la France plus particulièrement dans le domaine de la coopération ont fait des efforts pour justement permettre de d'améliorer cette, euh, organisation sociale.

**Richard Tripault :** Oui alors, justement, Michel Roussin, ça sera ma dernière question. Maintenant, on a envie de dire : Et maintenant ?". Pourrait-on envisager une intervention de l'ONU au Rwanda maintenant ? Est-ce que la France est prête à le demander ?

**Michel Roussin :** Je... La..., la France l'a demandé puisque les forces de l'ONU sont présentes aujourd'hui à Kigali. Donc il faut que l'ONU assume, euh, sa mission. Je crois que l'ONU a un rôle à jouer. Et... nous, bien évidemment, euh, nous serons présents si, euh, nous sommes sollicités.

**Richard Tripault :** Un dernier mot...

**Michel Roussin :** Pour l'instant..., pour l'instant nous ne le sommes pas et nous sommes dans..., dans la phase de protection et..., et de rapatriement de nos compatriotes.

**Richard Tripault :** Un dernier mot Edgard Pisani. Pensez-vous que ces conflits pourraient s'étendre au Burundi où cohabitent également actuellement les deux ethnies en cause ?

**Edgard Pisani :** Le..., le Burundi connaît aussi une situation aussi dramatique. Ce que je voudrais ajouter, c'est que vraisemblablement, un pays, euh, comme la Tanzanie tout proche ne peut pas rester indifférent devant les troubles qui... se développent à ses frontières. Et la question que l'on peut se poser est de savoir si en définitive un accord entre l'ONU, la communauté internationale d'une part, et la Tanzanie d'autre part, ne pourrait pas aboutir à une intervention, non plus de protection contre l'immédiat mais de blocage d'une situation, qui si elle devait durer comme elle est, aboutirait à un massacre tout à fait insupportable et finalement politiquement dangereux pour toute la région.

**Richard Tripault :** Edgard Pisani, Michel, euh, Roussin, je vous remercie.